**Arrêté n° 2025-391-ST**

**Objet** : **Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation au profit de l'entreprise PHILIPPE & FILS pour des travaux situés 36 rue de la Haute Musse.**

**Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
**Vu** le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
**Vu** le Code de la voirie routière,
**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

**Considérant** la requête en date du 23.09.2025, par laquelle l'entreprise PHILIPPE & FILS demeurant ZI Les Relandières - 44850 le CELLIER, demande une autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,
**Considérant** que le Domaine public doit être préservé,
**Considérant** que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

**ARRÊTE**

**Article 1 – Permission de voirie**
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 21 jours à compter du 20.10.2025, et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande. Nature des travaux : branchement aéro souterrain, fouille de 9 ML sous accotement.

**Article 2 – Prescriptions techniques**
*Prescriptions générales :*
Sauf prescriptions particulières, les réfections définitives seront à l'identique de l'existant. Les Ouvrages hors sol seront cotés précisément avant travaux.

*Prescriptions particulières :*
1. Les cheminements des canalisations sont orthogonaux, sous accotement uniquement.
2. Remblaiement sous accotement en GNT B 0/31,5
3. La réfection sous accotement se fera en GNT B, finition 0/20.
4. Pose du coffret sans saillie sur domaine public.

**Article 3 – Réglementation de la circulation**
1. Travaux réalisés par demi chaussée sous alternat manuel.
2. Stationnement, arrêt et dépassements interdits dans l'emprise de l'alternat.
3. Vitesse limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.

**Article 4 – Sécurité et signalisation du chantier**
Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

**Article 5 – Responsabilité**
Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.
Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

**Article 6 – Exécution de l'arrêté**
Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 – Délais et voie de recours**
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, 6 Allée de l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr , dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
Le bénéficiaire peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision

La Plaine-sur-Mer, le 30.09.2025

**Benoît BOULLET**
Adjoint au Maire

*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 0610111978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification, qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service voirie de la Mairie de LA PLAINE SUR MER.*

**Ampliation**
- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz,
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer